

Thème 2 – Fiche S1

Missions de la F3SCT

Les F3SCT sont issues de la loi de transformation de la fonction publique du 9 août 2019, en remplacement des CHSCT. C'est dorénavant une émanation du CST. Elles sont obligatoirement créées dans les collectivités de plus de 200 agents (et les CdG), mais des F3SCT facultatives peuvent être créées facultativement en dessous de ce seuil.



T2 – F3

Thème 2 Moment 1 :

Les missions de la F3SCT



Dans les collectivités employant au moins deux cents agents, une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée au sein du comité social territorial.

En dessous de ce seuil, cette formation peut être créée lorsque des risques professionnels particuliers le justifient (par une délibération).

Cette formation est créée dans chaque SDIS, sans condition d'effectifs.


Une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail peut être créée, pour une partie des services de la collectivité ou de l'établissement, lorsque l'existence de risques professionnels particuliers le justifie.

Art. L
2
5
1
-
9
CGFP

Art. L
2
5
1
-
10
CGFP

Thème 2 Moment 1 :

Les missions de la F3SCT



La F3SCT doit être consultée pour avis sur les questions relatives :

- A la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail ;
- à l'organisation du travail ;
- au télétravail ;
- aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques ;
- à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes.

La formation spécialisée est réunie par son président à la suite de tout accident mettant en cause l'hygiène ou la sécurité ou qui aurait pu entraîner des conséquences graves.

Article L.253-6 CGFP : ATTRIBUTIONS

La formation spécialisée prévue à l'article L.251-9 CGFP est chargée d'exercer les attributions énoncées au 7° de l'article L.253-5 CGFP, sauf lorsque ces questions se posent dans le cadre de projets de réorganisation de services examinés par le comité social territorial au titre du 1° du même article L.253-5.

Article L.253-5 CGFP :

Les comités sociaux territoriaux sont consultés pour avis sur les questions relatives :

1° A l'organisation et au fonctionnement des services ;

(...)

7° A la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes ;

La formation spécialisée ou, à défaut, le comité est réuni par son président à la suite de tout accident mettant en cause l'hygiène ou la sécurité ou qui aurait pu entraîner des conséquences graves.

Article 70 décret n° 2021-571: COMPÉTENCES

La formation spécialisée est consultée :

1° Sur les projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail et, notamment, avant toute transformation importante des postes de travail découlant de la modification de l'outillage, d'un changement de produit ou de l'organisation du travail, avant toute modification de l'organisation et du temps de travail, des cadences et des normes de productivité liées ou non à la rémunération du travail ;

2° Sur les projets importants d'introduction de nouvelles technologies et lors de l'introduction de ces nouvelles technologies, lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des agents.

Thème 2 Moment 1: **Les missions de la F3SCT**



Le décret n° 2021-571 précise que la FS est consultée sur :

- les projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail et, notamment, avant toute transformation importante des postes de travail découlant de la modification de l'outillage, d'un changement de produit ou de l'organisation du travail, avant toute modification de l'organisation et du temps de travail, des cadences et des normes de productivité liées ou non à la rémunération du travail ;
- les projets importants d'introduction de nouvelles technologies et lors de l'introduction de ces nouvelles technologies, lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des agents.

Thème 2 Moment 1 : **Les missions de la F3SCT**



Elle est également consultée sur :

- sur le maintien au travail des AS et des travailleurs handicapés, notamment sur l'aménagement des postes de travail, ainsi que sur le reclassement des agents reconnus inaptes ; [article 71 décret n° 2021-571]
- sur le programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail ; [article 72 décret n° 2021-571]
- sur la teneur de tous documents se rattachant à sa mission ; [article 58 décret n° 2021-571].
EXEMPLE : règlement alcool

Article 71 décret n° 2021-571: MAINTIEN DES AS ET RECLASSEMENT

La formation spécialisée est consultée sur la mise en œuvre des mesures prises en vue de faciliter la mise, la remise ou le maintien au travail des accidentés du travail et accidentés de service, des invalides de guerre, des invalides civils et des travailleurs handicapés, notamment sur l'aménagement des postes de travail. Elle est également consultée sur les mesures générales destinées à permettre le reclassement des agents reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

Article 72 décret n° 2021-571 : PROGRAMME ANNUEL PREVENTION RISQUES PROFESSIONNELS

Chaque année, le président de la formation spécialisée du comité soumet pour avis à celle-ci un programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail établi à partir de l'analyse à laquelle il est procédé en application de l'article 74 et des informations relatives à la santé, la sécurité et aux conditions de travail contenues dans le rapport social unique. Ce programme fixe la liste détaillée des réalisations ou actions à entreprendre au cours de l'année à venir. Il précise, pour chaque réalisation ou action, ses conditions d'exécution et l'estimation de son coût. La formation spécialisée peut proposer un ordre de priorité et des mesures supplémentaires au programme annuel de prévention. Lorsque certaines mesures prévues au programme de prévention n'ont pas été prises, les motifs en sont donnés en annexe à ce programme.

Article 58 décret n° 2021-571 : RÈGLEMENTS

La formation spécialisée est consultée sur la teneur de tous documents se rattachant à sa mission, et notamment des règlements et des consignes que l'autorité territoriale envisage d'adopter en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

Thème 2 Moment 1 : Les missions de la F3SCT



Elle est également informée :

- des visites et de toutes les observations de l'agent chargé d'assurer une fonction d'inspection ; [article 59 décret n° 2021-571]
- sur les informations relatives à la santé, la sécurité et aux conditions de travail contenues dans le rapport social unique ; [article 73 décret n° 2021-571 : RSU]
- des documents établis à l'intention des autorités publiques chargées de la protection de l'environnement concernant les ICPE. [article 63 décret n° 2021-571].
EXEMPLE : DECHETTERIE, INCINERATEUR, ASSAINISSEMENT, ETC.

Article 59 décret n° 2021-571 : ACFI ET RAPPORT MEDECINE PREVENTIVE

La formation spécialisée est informée des visites et de toutes les observations de l'agent chargé d'assurer une fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité ainsi que des réponses de l'administration à ces observations. Elle examine le rapport annuel établi par le médecin du travail (*sic ...*).

Article 63 décret n° 2021-571 : ICPE

Dans les collectivités territoriales ou établissements comportant une ou plusieurs installations soumises à autorisation au titre de l'article L. 5121 du code de l'environnement ou soumises aux dispositions du livre II et à l'article L. 415-1 du code minier, les documents établis à l'intention des autorités publiques chargées de la protection de l'environnement sont portés à la connaissance de la formation spécialisée par l'autorité territoriale.

Thème 2 Moment 1 : Les missions de la F3SCT



Article 54 décret n° 2021-571 : ABSENCE DE F3SCT

Lorsqu'aucune formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail n'a été instituée au sein du comité social territorial, le comité social territorial met en œuvre ses compétences.

Article 77 décret n° 2021-571 : DROIT D'EVOCATION/DESSAISISSEMENT

Le président du comité social territorial peut, à son initiative, **sous réserve de l'accord de la moitié des membres représentants du personnel**, inscrire directement à l'ordre du jour de celui-ci une question faisant l'objet d'une consultation obligatoire de la formation spécialisée. L'avis du comité social territorial se substitue alors à celui de la formation spécialisée.